



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Surplus Crown Assets Act

Loi sur les biens de surplus de la Couronne

R.S.C., 1985, c. S-27

L.R.C. (1985), ch. S-27

Current to April 18, 2022

À jour au 18 avril 2022

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to April 18, 2022. Any amendments that were not in force as of April 18, 2022 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité — lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 18 avril 2022. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 18 avril 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

An Act respecting surplus Crown assets

	Short Title
1	Short title
	Interpretation and Application
2	Definitions
2.1	Application
	Surplus Property
3	Department dealing with surplus Crown assets
4	Refusal
5	Responsibility continues
6	Ministerial powers
	Crown Assets Disposal Corporation
13	Proceeds of sale by Minister
14	Proceeds of sale by department
15	Terms and conditions
19	Execution of deeds, contracts, etc.
19.1	Idem
20	Governor in Council

SCHEDULE

TABLE ANALYTIQUE

Loi concernant les biens de surplus de la Couronne

	Titre abrégé
1	Titre abrégé
	Définitions et champ d'application
2	Définitions
2.1	Champ d'application
	Biens de surplus
3	Choix du ministère
4	Rejet de la demande
5	Responsabilité
6	Pouvoirs du ministre
	Corporation de disposition des biens de la Couronne
13	Remise du produit de la vente
14	Produit de la vente effectuée par le ministère
15	Conditions
19	Signature des actes, contrats, etc.
19.1	Idem
20	Gouverneur en conseil

ANNEXE



R.S.C., 1985, c. S-27

L.R.C., 1985, ch. S-27

An Act respecting surplus Crown assets

Loi concernant les biens de surplus de la Couronne

Short Title

Titre abrégé

Short title

1 This Act may be cited as the *Surplus Crown Assets Act*.

R.S., c. S-20, s. 1.

Titre abrégé

1 *Loi sur les biens de surplus de la Couronne.*

S.R., ch. S-20, art. 1.

Interpretation and Application

Définitions et champ d'application

Definitions

2 In this Act,

accepted surplus Crown assets, in respect of a department or federal body, means surplus Crown assets identified in a notice sent to the department or federal body under subsection 4(2) that have not been deleted from the notice with the authority of the Minister or disposed of pursuant to this Act; (*biens désignés*)

Board [Repealed, R.S., 1985, c. 22 (1st Supp.), s. 1]

Corporation [Repealed, R.S., 1985, c. 22 (1st Supp.), s. 1]

department has the same meaning as the definition of that term, other than paragraph (c) thereof, in section 2 of the *Financial Administration Act*; (*ministère*)

federal body means a board, commission, corporation or other body that is an agent of Her Majesty or is ultimately accountable to Parliament for the conduct of its affairs including, notwithstanding Part X of the *Financial Administration Act*, a Crown corporation as defined in subsection 83(1) of that Act, but does not include a department; (*organisme fédéral*)

government department [Repealed, 1992, c. 54, s. 82]

Définitions

2 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

biens désignés Les biens de surplus de la Couronne, d'une part, qui sont mentionnés dans un avis adressé à un ministère ou un organisme fédéral au titre du paragraphe 4(2), d'autre part, qui n'ont pas fait l'objet de la radiation autorisée par le ministre et dont il n'a pas été disposé en conformité avec la présente loi. (*accepted surplus Crown assets*)

biens de surplus de la Couronne Les biens qui appartiennent à Sa Majesté et dont un ministère ou un organisme fédéral a la garde ou la gestion mais qui ne lui sont pas nécessaires. (*surplus Crown assets*)

Conseil [Abrogée, L.R. (1985), ch. 22 (1^{er} suppl.), art. 1]

ministère S'entend au sens de la définition qu'en donne l'article 2 — exception faite de l'alinéa c) — de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. (*department*)

ministre Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux. (*Minister*)

organisme fédéral Tout conseil, commission, société d'État ou autre organisme qui soit est mandataire de Sa Majesté soit, en dernier ressort, est responsable devant le

Minister means the Minister of Public Works and Government Services; (*ministre*)

surplus Crown assets, in respect of a department or federal body, means property of Her Majesty in its custody or under its control that the department or federal body has determined is surplus to its requirements. (*biens de surplus de la Couronne*)

R.S., 1985, c. S-27, s. 2; R.S., 1985, c. 22 (1st Supp.), s. 1, c. 35 (4th Supp.), s. 13; 1992, c. 54, s. 82; 1996, c. 16, s. 60.

Application

2.1 This Act does not apply in respect of real property or immovables as defined in the *Federal Real Property and Federal Immovables Act* or licences in respect thereof.

1991, c. 50, s. 42; 2001, c. 4, s. 170.

Surplus Property

Department dealing with surplus Crown assets

3 (1) A department that has surplus Crown assets may

- (a) request the Minister to dispose of or deal with the assets under this Act; or
- (b) subject to such terms and conditions as the Treasury Board may prescribe, sell, exchange, transfer to another department, lease, lend or otherwise dispose of or deal with the assets, either gratuitously or for consideration.

Federal body dealing with surplus Crown assets

(2) A federal body that has surplus Crown assets may request the Minister to dispose of or deal with the assets under this Act.

Terms and conditions

(3) Terms and conditions prescribed pursuant to paragraph (1)(b) may be made applicable to any particular department or surplus Crown assets, any class thereof or departments or surplus Crown assets generally.

Restriction on departments

(4) No department shall dispose of any surplus Crown assets otherwise than in accordance with this Act.

R.S., 1985, c. S-27, s. 3; 1989, c. 27, s. 24; 1991, c. 50, s. 43; 1992, c. 54, s. 83.

Parlement de la conduite de ses affaires, y compris, par dérogation à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, les sociétés d'État au sens du paragraphe 83(1) de cette loi, mais à l'exclusion des ministères. (*federal body*)

Société [Abrogée, L.R. (1985), ch. 22 (1^{er} suppl.), art. 1]

L.R. (1985), ch. S-27, art. 2; L.R. (1985), ch. 22 (1^{er} suppl.), art. 1, ch. 35 (4^e suppl.), art. 13; 1992, ch. 54, art. 82; 1996, ch. 16, art. 60.

Champ d'application

2.1 La présente loi ne s'applique pas aux immeubles ou biens réels au sens de la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux* ni aux permis s'y rapportant.

1991, ch. 50, art. 42; 2001, ch. 4, art. 170.

Biens de surplus

Choix du ministère

3 (1) Le ministère qui a des biens de surplus de la Couronne peut :

- a) soit demander au ministre de prendre à leur égard les mesures d'aliénation ou de disposition prévues par la présente loi;
- b) soit prendre lui-même de telles mesures, même à titre gratuit, notamment la vente, l'échange, la cession à un autre ministère, la location ou le prêt, sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor.

Organisme fédéral

(2) L'organisme fédéral qui a des biens de surplus de la Couronne peut demander au ministre de prendre à leur égard des mesures d'aliénation ou de disposition sous le régime de la présente loi.

Conditions

(3) Les conditions mentionnées à l'alinéa (1)b) peuvent être d'application générale ou particulière ou ne viser qu'une catégorie de ministères ou de biens de surplus de la Couronne.

Interdiction : ministères

(4) Il est interdit aux ministères de prendre à l'égard de biens de surplus de la Couronne des mesures d'aliénation ou de disposition si ce n'est en conformité avec la présente loi.

L.R. (1985), ch. S-27, art. 3; 1989, ch. 27, art. 24; 1991, ch. 50, art. 43; 1992, ch. 54, art. 83.

Refusal

4 (1) The Minister may refuse a request made under section 3 if the Minister considers it appropriate to do so.

Notice of acceptance

(2) Where, pursuant to a request made under section 3, the Minister accepts surplus Crown assets for disposal or dealing with under this Act, the Minister shall notify the department or federal body of the assets accepted.

R.S., 1985, c. S-27, s. 4; R.S., 1985, c. 22 (1st Supp.), s. 2; 1992, c. 54, s. 83.

Responsibility continues

5 A department or federal body continues to be responsible for accepted surplus Crown assets until it surrenders the custody or control thereof pursuant to a direction of the Minister.

R.S., 1985, c. S-27, s. 5; R.S., 1985, c. 22 (1st Supp.), s. 3, c. 35 (4th Supp.), s. 13; 1992, c. 54, s. 83.

Ministerial powers

6 With specific or general authority from the Governor in Council, the Minister may

(a) sell, exchange, lease, lend or otherwise dispose of or deal with accepted surplus Crown assets either gratuitously or for consideration and on such terms and subject to such conditions as the Minister may consider desirable;

(b) hold, manage, operate, finish, assemble, store, transport, repair, maintain and service accepted surplus Crown assets;

(c) restore to its original condition any property that has been made available to Her Majesty and settle any claim in connection therewith;

(c.1) [Repealed, 1992, c. 54, s. 84]

(d) convert accepted surplus Crown assets to basic materials;

(e) transfer accepted surplus Crown assets from one department to another;

(f) make such orders and issue such directions as the Minister may deem necessary or expedient to provide for the safety and preservation of accepted surplus Crown assets;

(g) direct any person to furnish, within such time as the Minister may specify, such information with regard to accepted surplus Crown assets as the Minister may specify;

Rejet de la demande

4 (1) Le ministre peut rejeter la demande qui lui est présentée au titre de l'article 3, selon ce qu'il estime approprié.

Avis

(2) Le ministre, lorsqu'il accepte de prendre à l'égard de certains biens des mesures d'aliénation ou de disposition, en avise le ministère qui lui a présenté la demande.

L.R. (1985), ch. S-27, art. 4; L.R. (1985), ch. 22 (1^{er} suppl.), art. 2; 1992, ch. 54, art. 83.

Responsabilité

5 Le ministère ou l'organisme fédéral demeure responsable des biens de surplus de la Couronne jusqu'à ce qu'il en abandonne la garde sur l'ordre du ministre.

L.R. (1985), ch. S-27, art. 5; L.R. (1985), ch. 22 (1^{er} suppl.), art. 3, ch. 35 (4^e suppl.), art. 13; 1992, ch. 54, art. 83.

Pouvoirs du ministre

6 Avec l'autorisation spécifique ou générale du gouverneur en conseil, le ministre peut :

a) prendre à l'égard des biens désignés des mesures d'aliénation ou de disposition, même à titre gratuit, notamment la vente, l'échange, la location ou le prêt, aux conditions qu'il juge utiles;

b) détenir, administrer, exploiter, finir, assembler, emmagasiner, transporter, réparer et entretenir les biens désignés;

c) rétablir dans leur état primitif tous biens mis à la disposition de Sa Majesté et régler toute réclamation à leur égard;

c.1) [Abrogé, 1992, ch. 54, art. 84]

d) convertir des biens désignés en matières de base;

e) transférer des biens désignés d'un ministère à un autre;

f) prendre les arrêtés et publier les instructions qu'il estime utiles pour assurer la protection et la préservation des biens désignés;

g) enjoindre à toute personne de fournir, dans le délai qu'il fixe, les renseignements qu'il spécifie concernant les biens désignés;

h) retenir ou utiliser les services de toute personne pour réaliser les objets de la présente loi;

(h) engage or make use of the services of any person in carrying out any of the purposes of this Act;

(i) delete from a notice given under section 4 any assets identified therein; and

(j) do any other thing the Governor in Council may consider to be incidental to, or necessary or expedient for, carrying out the objects of this Act.

R.S., 1985, c. S-27, s. 6; R.S., 1985, c. 22 (1st Suppl.), s. 4; 1992, c. 54, s. 84.

Crown Assets Disposal Corporation

7. to 12 [Repealed, R.S., 1985, c. 22 (1st Suppl.), s. 5]

Proceeds of sale by Minister

13 (1) Subject to subsection (3) and subsections 99(2) to (5) of the *Financial Administration Act*, where the Minister sells any accepted surplus Crown assets of a federal body, the Minister shall remit to that body an amount equal to the net proceeds of the sale not later than the last day of the month following the month in which the proceeds were received.

Idem

(2) Subject to subsection (3), where the Minister sells any accepted surplus Crown assets of a department, other than property forfeited pursuant to an Act of Parliament, an amount equal to the net proceeds of the sale may, subject to such terms and conditions as the Treasury Board may prescribe, be paid out of the Consolidated Revenue Fund for the purposes of that department.

Administrative expenses

(3) The Minister may retain out of the net proceeds of a sale referred to in subsection (1) or (2) such percentage of the net proceeds of sales of accepted surplus Crown assets in the period in which the sale is made as the Treasury Board may fix for the purpose of meeting the administrative or other expenses incurred with respect to those sales.

R.S., 1985, c. S-27, s. 13; R.S., 1985, c. 22 (1st Suppl.), s. 6; 1992, c. 54, s. 85.

Proceeds of sale by department

14 Where a department sells any surplus Crown assets, other than property forfeited pursuant to an Act of Parliament, an amount equal to the proceeds of the sale may, subject to such terms and conditions as the Treasury Board may prescribe, be paid out of the Consolidated Revenue Fund for the purposes of that department.

R.S., 1985, c. S-27, s. 14; R.S., 1985, c. 22 (1st Suppl.), s. 7; 1992, c. 54, s. 85.

i) radier de l'avis mentionné à l'article 4 toute mention de biens;

j) faire toute autre chose que le gouverneur en conseil peut considérer comme accessoire ou utile à la réalisation des objets de la présente loi.

L.R. (1985), ch. S-27, art. 6; L.R. (1985), ch. 22 (1^{er} suppl.), art. 4; 1992, ch. 54, art. 84.

Corporation de disposition des biens de la Couronne

7. à 12 [Abrogés, L.R. (1985), ch. 22 (1^{er} suppl.), art. 5]

Remise du produit de la vente

13 (1) Sous réserve du paragraphe (3) et des paragraphes 99(2) à (5) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le ministre remet à l'organisme fédéral concerné un montant égal au produit net de la vente de biens désignés au plus tard le dernier jour du mois suivant celui de sa réception.

Idem

(2) Sous réserve du paragraphe (3), un montant égal au produit net de la vente, par le ministre, de biens désignés — exception faite des biens confisqués en application d'une loi fédérale — d'un ministère peut, aux conditions fixées par le Conseil du Trésor, être prélevé sur le Trésor pour les besoins de ce ministère.

Frais d'administration

(3) Le ministre peut déduire du produit net des ventes visées aux paragraphes (1) ou (2) et réalisées au cours d'une période donnée, pour les frais d'administration ou les autres dépenses exposées pour celles-ci, le pourcentage que peut fixer le Conseil du Trésor.

L.R. (1985), ch. S-27, art. 13; L.R. (1985), ch. 22 (1^{er} suppl.), art. 6; 1992, ch. 54, art. 85.

Produit de la vente effectuée par le ministère

14 Un montant égal au produit de la vente, par le ministère, de biens de surplus de la Couronne — exception faite des biens confisqués en application d'une loi fédérale — peut, aux conditions fixées par le Conseil du Trésor, être prélevé sur le Trésor pour ses besoins.

L.R. (1985), ch. S-27, art. 14; L.R. (1985), ch. 22 (1^{er} suppl.), art. 7; 1992, ch. 54, art. 85.

Terms and conditions

15 Subject to such terms and conditions as the Treasury Board may prescribe, the authority under subsection 13(2) or section 14 to pay an amount does not lapse at the end of the fiscal year in which the authority arose.

R.S., 1985, c. S-27, s. 15; R.S., 1985, c. 22 (1st Supp.), s. 7; 1992, c. 54, s. 85.

16. to 18 [Repealed, R.S., 1985, c. 22 (1st Supp.), s. 7]

Execution of deeds, contracts, etc.

19 The Minister or any person generally or specifically so authorized by the Minister may execute, on behalf of Her Majesty, any bill of sale, contract or other document transferring the ownership of, or otherwise dealing with or relating to the disposition of, surplus Crown assets, and when any such document has been so executed it is valid and binding on Her Majesty.

R.S., 1985, c. S-27, s. 19; R.S., 1985, c. 22 (1st Supp.), s. 8; 1991, c. 50, s. 44.

Idem

19.1 The Minister through which a department reports to Parliament or any person so authorized by that Minister may execute, on behalf of Her Majesty, any bill of sale, contract or other document transferring the ownership of, or otherwise dealing with or relating to the disposal of or dealing with, surplus Crown assets pursuant to paragraph 3(1)(b), and when any such document has been so executed it is valid and binding on Her Majesty.

1992, c. 54, s. 86.

Governor in Council

20 The Governor in Council may

(a) by order, confer on the Minister additional powers and duties with respect to the disposal of accepted surplus Crown assets; and

(b) make or issue such orders, rules and regulations as may be deemed necessary or desirable to assist the Minister to perform the duties conferred or imposed on him by or pursuant to this Act.

R.S., 1985, c. S-27, s. 20; R.S., 1985, c. 22 (1st Supp.), s. 9; 1992, c. 54, s. 87.

21 [Repealed, 1992, c. 54, s. 88]

Conditions

15 Sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, l'autorisation de paiement visée au paragraphe 13(2) ou à l'article 14 n'est pas annulée à la fin de l'exercice dans lequel le paiement a été autorisé.

L.R. (1985), ch. S-27, art. 15; L.R. (1985), ch. 22 (1^{er} suppl.), art. 7; 1992, ch. 54, art. 85.

16. à 18 [Abrogés, L.R. (1985), ch. 22 (1^{er} suppl.), art. 7]

Signature des actes, contrats, etc.

19 Le ministre ou la personne qu'il autorise peuvent signer, au nom de Sa Majesté, tout acte de vente, contrat ou autre document transférant le droit de propriété sur les biens de surplus de la Couronne, ou en disposant autrement ou se rapportant à leur aliénation; un tel document est valide et lie Sa Majesté.

L.R. (1985), ch. S-27, art. 19; L.R. (1985), ch. 22 (1^{er} suppl.), art. 8; 1991, ch. 50, art. 44.

Idem

19.1 Le responsable d'un ministère ou la personne qu'il autorise peuvent signer, au nom de Sa Majesté, tout acte de vente, contrat ou autre document transférant la propriété de biens de surplus de la Couronne, ou en disposant autrement ou se rapportant à leur aliénation, dans les cas visés à l'alinéa 3(1)b); un tel document est valide et lie Sa Majesté.

1992, ch. 54, art. 86.

Gouverneur en conseil

20 Le gouverneur en conseil peut :

a) par décret, conférer au ministre des pouvoirs et fonctions supplémentaires en ce qui concerne l'aliénation des biens désignés;

b) prendre les décrets, les règles et les règlements qu'il juge utiles pour aider le ministre dans l'accomplissement des fonctions qui lui sont conférées ou imposées sous le régime de la présente loi ou en conformité avec celle-ci.

L.R. (1985), ch. S-27, art. 20; L.R. (1985), ch. 22 (1^{er} suppl.), art. 9; 1992, ch. 54, art. 87.

21 [Abrogé, 1992, ch. 54, art. 88]

SCHEDULE

[Repealed, R.S., 1985, c. 22 (1st Supp.), s. 10]

ANNEXE

[Abrogée, L.R. (1985), ch. 22 (1^{er} suppl.), art. 10]